

Unité départementale du Haut-Rhin
2 Place du Général de Gaulle
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 25/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



JÉDELÉ TRAITEMENTS DE SURFACE

6 rue Alfred Jédelé
ZI GARE BP 20108
68130 ALTKIRCH

Références : 0644_2022_04_06_Jédelé

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/04/2022 dans l'établissement JEDELE TRAITEMENTS DE SURFACE implanté 6 rue Alfred Jédelé ZI GARE BP 20108 68130 ALTKIRCH. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- JÉDELÉ TRAITEMENTS DE SURFACE
- 6 rue Alfred Jédelé ZI GARE BP 20108 68130 ALTKIRCH
- Code AIOT dans GUN : 0006700644
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société Jédelé assure la protection des métaux contre la corrosion en réalisant des traitements de surface sur métaux par zingage électrolytique.

Ses domaines d'activité sont l'automobile, la quincaillerie pour le bâtiment, les visserie, les fixations, la tôlerie fine, les pièces mécanosoudées, les grilles et articles en fils...

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risque incendie et moyens d'intervention

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|---------------------------------|--|---|-------------------|
| Désenfumage – présence de DEFNC | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II | / | Sans objet |

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|---|--|---|-------------------|
| Désenfumage – Dimensionnement des DEFNC | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II | / | Sans objet |
| Installations électriques – mises à la terre | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5 | / | Sans objet |
| Installations électriques – chauffage des bains | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I | / | Sans objet |
| Détection incendie – liste et contrôle | Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19 | / | Sans objet |
| Moyens de lutte incendie – moyens et entretien | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10 | / | Sans objet |
| Confinement des eaux incendie – dimensionnement | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9 | / | Sans objet |
| Confinement des eaux incendie – organes de commande | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection n'a pas relevé de non conformité. Il est à noter que les quelques anomalies relevées lors des contrôles électriques font l'objet d'un traitement immédiat.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Désenfumage – présence de DEFNC

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II |
| Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives |
| Prescription contrôlée : Dispositifs de désenfumage en partie haute « conformes à la réglementation en vigueur » |
| Constats : L'usine est constituée de 2 bâtiments (stockage et production) accolés et séparés par un mur coupe feu 2 heures. Ce dernier est muni d'une porte coulissante également coupe feu 2 h.00 L'installation est pourvue de fumidomes placés sur les 2 toitures. La société Caron sécurité a vérifié les fumidomes dans le hall de stockage le 23/03/2021. La société GL Étanchéité a vérifié les fumidomes dans l'atelier de production le 18/08/2021. L'exploitant déclare qu'en raison de l'atmosphère oxydant, il doit procéder annuellement au changement d'une partie des costières, câbles, et autres organes de manœuvre. Aucune anomalie relevée lors des opérations de contrôles. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Désenfumage – Dimensionnement des DEFNC

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II |
| Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives |
| Prescription contrôlée : Commande automatique et manuelle Commande manuelle placées à proximité des accès |
| Constats : Les bâtiments sont munis de fumidomes servant à apporter l'éclairage zénithal et à évacuer les fumées en cas d'incendie. Chaque fumidome est équipé d'une cartouche de gaz. En cas de forte chaleur due à un incendie la cartouche envoie le gaz dans un vérin qui va ouvrir automatiquement le fumidome. Les commandes manuelles sont placées près des ouvertures de chacun des deux bâtiments. La manœuvre des poignées est réservée aux pompiers. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Installations électriques – mises à la terre

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques |
| Prescription contrôlée : Toutes les parties de l'installation susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisations...) sont reliées à une prise de terre conformément aux normes existantes. |
| Constats : L'installation électrique de l'établissement a été contrôlée le 10/03/2022, aucune non-conformité n'a été relevée. Monsieur Jédelé précise que les tresses de masse sujettes à l'oxydation sont soigneusement entretenues et régulièrement changées, car le moindre défaut perturbe fortement le procédé de traitement ce qui nécessite une réaction immédiate de l'exploitant !; |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Installations électriques – chauffage des bains

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I |
| Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques |
| Prescription contrôlée : Art -6 - I Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage. |
| Constats : Les bacs sont équipés de sondes (détecteur de niveau). Une baisse anormale du niveau d'un bain entraîne, l'arrêt immédiat du chauffage et de la ventilation du bâtiment. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Détection incendie – liste et contrôle

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie |
| Prescription contrôlée : Liste des détecteurs avec leur fonctionnalité et opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. Justificatif de la pertinence du dimensionnement Vérification et tests a minima annuels, objet de compte rendu |
| Constats : L'installation est vidangée et totalement vérifiée 2 fois par an. L'exploitant a présenté son carnet d'entretien, attestant les opérations de maintenance. Par sécurité, une présence humaine est assurée 24 h/24. Le contrôle de niveau est doublé sur toutes les cuves chauffées. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte incendie – moyens et entretien

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte |
| Prescription contrôlée : L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent. |
| Constats : Les extincteurs à main sont signalés et répartis dans toute l'usine. Par mesure de sécurité l'exploitant a doté chaque ligne de traitement d'un extincteur à poudre de 50 kg (3 au total). La vérification de ces matériels suivie d'une formation du personnel a été réalisée le 07/02/2022. Les RIA ont été vérifiés le 24/09/2021. L'ensemble des matériels est conforme. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Confinement des eaux incendie – dimensionnement

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie |
| Prescription contrôlée : L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. En tout état de cause, l'installation comportant des stockages de substances ou préparation très toxiques quantité supérieure à 20 tonnes, ou toxiques en quantité supérieure à 100 tonnes est équipée d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent. Le volume de ce bassin est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m ³ par tonne de produits visés au deuxième alinéa ci-dessus et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue. |
| Constats : L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées par l'usine, car le bâtiment assure sa propre rétention. Celle-ci est complétée par les cuves de rétention. Les confinements des eaux pollués sont indépendants : (Selon, la déclaration de l'exploitant) <ul style="list-style-type: none">– l'atelier dispose d'une rétention de 125 m³ pour un stockage de 7 tonnes ;– la station dispose d'une rétention de 93 m³ pour un stockage de 10 tonnes ;– le bâtiment de stockage dispose d'une rétention de 75 m³ mais le stockage est uniquement composé de pièces métalliques (aucun produit dangereux) ; |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Confinement des eaux incendie – organes de commande

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie |
| Prescription contrôlée : Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances. |
| Constats : En présence d'eaux polluées dans les rétentions il sera nécessaire de pomper. Il n'y a pas lieu de prévoir un organe de commande pour mettre en service le confinement des zones de stockage. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |